

Investissement à impact : le rôle pionnier de la Suisse

La coopération au développement ne peut plus être pensée sans les placements durables. Aujourd'hui à la pointe en matière d'investissement à impact, la Suisse doit aussi cette position au Secrétariat d'État à l'économie. *Liliana de Sá Kirchknopf*

Abrégé L'investissement à impact fournit une contribution importante à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies (ODD). Ses débuts remontent aux années 1990, lorsque l'ancien Office fédéral des affaires économiques extérieures participait aux premiers fonds d'investissement à impact. La Suisse est depuis lors devenue leader mondial en la matière. Pour atteindre les ODD d'ici 2030, il faut cependant que ce secteur sorte du bois. C'est pourquoi le Secrétariat d'État à l'économie et ses partenaires internationaux mobilisent des bailleurs de fonds privés en faveur de nouveaux véhicules d'investissement à impact pour créer des emplois, des infrastructures et des services dans les pays en développement.

L'investissement à impact est à la mode : la Confédération en parle avec les acteurs suisses, la «NZZ» organise fin septembre un Impact Finance Forum et Genève accueillera en novembre la deuxième édition de la conférence Building Bridges, qui cherche à créer un mouvement et à faire progresser les investissements pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies (ONU). Cette situation n'est guère surprenante puisque la Suisse assume dans le monde le rôle de chef de file de l'investissement à impact : selon le promoteur de fonds Symbiotics, un tiers des investissements à impact y sont gérés. Ces placements visent un effet positif et mesurable sur l'environnement et la société, en plus d'un rendement financier. Ils jouent un rôle clé pour atteindre les 17 ODD d'ici 2030. Les investisseurs se concentrent aujourd'hui principalement sur la croissance économique, l'égalité des sexes ainsi que la lutte contre la pauvreté et le changement climatique.

En mettant l'accent sur l'effet obtenu, l'investissement à impact va plus loin que la finance dite «durable» (placements verts), laquelle implique généralement les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans les décisions d'affaires ou d'investissement. En volume, l'investissement à impact reste un produit de niche, même en Suisse : seul 1,3 % du total des actifs sous gestion sont en effet des investissements à impact (voir *illustration*). Ce domaine connaît cependant une croissance particulièrement forte, puisque les investissements à impact ont triplé entre 2019 et 2020.

Les débuts de l'investissement à impact en Suisse remontent aux années 1990. En 1995, l'ancien Office fédéral des affaires économiques extérieures (Ofae), prédécesseur de l'actuel Secrétariat d'État à l'économie (Seco), participait en première ligne au premier fonds de micro-investissement à orientation commerciale en Amérique latine, avec le concours d'institutions bilatérales, régionales et multilatérales ainsi que de fondations (dont Fundes, créée par le Saint-Gallois Stephan Schmidheiny). Limité dans le temps, le fonds Profund a participé à douze institutions de microfinancement qui ont doté en capital presque un million de micro- et petites entreprises. Au cours de ses dix ans d'existence, ce fonds valorisé à 22 millions de dollars a réalisé un rendement de 7 %.

Expansion avec le Sifem

Cette expérience a prouvé que l'effet (dans ce cas : la réduction de la pauvreté par l'entrepreneuriat) et le rendement pouvaient aller de pair. Profund a ensuite constitué la pierre angulaire d'un nouvel investissement, réalisé cette fois-ci uniquement avec des acteurs suisses : en 2003, le Seco a versé 3 millions de dollars à titre de capital de départ dans le fonds de microfinance créé par la société zurichoise de gestion de fortune Responsibility et axé sur les pays en développement. Le secteur privé a apporté 3 millions supplémentaires. L'autorisation officielle de distribution de ce fonds ouvrait pour la première fois un produit d'investissement à impact à un large public sur le marché suisse des crédits. Le

montant investi par le Seco a été intégralement remboursé quatre ans plus tard. Le fonds gère aujourd'hui plus d'un milliard de dollars et est investi dans plus de 90 pays. L'effet de levier est donc gigantesque.

Le Seco a par la suite effectué d'autres investissements en fonds dans des pays en développement et en transition. Dans le but de créer des structures plus appropriées pour l'investissement commercial à impact, le portefeuille Profund a été transféré en 2011 au Fonds suisse d'investissement pour les marchés émergents (Sifem), une société anonyme détenue par la Confédération. Le Sifem, placé sous la surveillance du Seco et soumis à des directives du Conseil fédéral, s'est depuis lors fortement développé : son portefeuille s'élève aujourd'hui à quelque 900 millions de dollars.

Outre le Sifem, dont l'objectif de rendement est d'au minimum 3 %, le Seco procède occasionnellement à des financements de départ et à des prêts pour la coopération au développement¹. Il finance par exemple les activités d'investisseurs ou de fondations qui assument les risques liés à l'atteinte des résultats. En 2017, le Seco a lancé en un temps record la première obligation à impact social dans un pays en développement en collaboration avec le gouvernement colombien et la Banque interaméricaine de développement. Le but est d'intégrer les classes pauvres de la population dans le marché officiel du travail, le Seco et le gouvernement colombien ne payant que pour les résultats atteints. Si les résultats dépassent les objectifs, les investisseurs touchent une prime.

Fondation d'une plateforme

En engageant les fonds alloués au développement dans l'investissement à impact, le Seco recherche un effet de démonstration et entend mobiliser des investissements privés en faveur des ODD. Comme les conditions-cadres sont décisives, le Seco s'engage

¹ Voir l'article de Massimo Bloch, Diana Celotto et Safeya Zeitoun dans ce numéro (p. 56–58).

également sur ce point au niveau international. Les principaux forums sont l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les banques multilatérales de développement, ainsi que des initiatives ciblées comme celle pour les obligations climat (Climate Bonds Initiative) et des réseaux de donateurs comme le Réseau Aspen d'entrepreneurs en développement (ANDE). En Suisse, le Seco a encore soutenu en 2014 l'association Swiss Sustainable Finance par un financement de départ. Cette organisation coordonne les efforts du secteur en matière de finance durable; un groupe de travail auquel participe le Seco s'intéresse spécifiquement à l'investissement à impact dans les pays émergents et en développement².

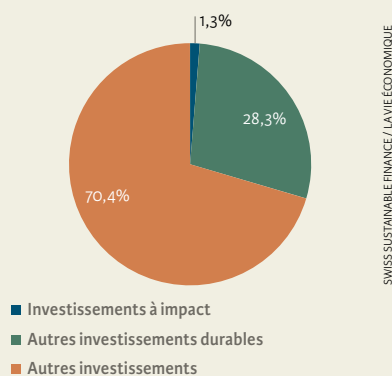
La Suisse constitue aujourd'hui un écosystème vivant pour l'investissement à impact. Même des établissements financiers traditionnels s'intéressent de plus en plus à ce marché en forte croissance en raison de la demande croissante de la clientèle pour les produits financiers durables. Le géant britannique de la gestion d'actifs Schroders a par exemple acheté il y a deux ans le spécialiste zurichois de l'impact Blue Orchard.

Une concurrence accrue

Si l'investissement à impact s'est solidement établi dans le domaine du microfinancement et que les énergies renouvelables deviennent à leur tour des biens commercialisables, la preuve reste à faire dans d'autres secteurs et dans les pays les plus pauvres. C'est là qu'un soutien officiel temporaire peut être justifié. En 2017, le Seco a donc lancé, pour la première fois dans la coopération au développement, une procédure de dépôt de projets intitulée «Seco 17». Son but était d'identifier les fonds

² Voir à ce propos la prise de position de Sabine Döbeli (Swiss Sustainable Finance) dans ce numéro (p. 63).

Placements durables en Suisse (2019)



Fin 2019, le volume total des placements s'élevait en Suisse à 3900 milliards de francs.

les plus appropriés pour répondre aux ODD de l'ONU en faveur du travail décent (ODD 8) et de la lutte contre les changements climatiques (ODD 13). Au lieu d'un soutien ad hoc, la procédure était basée sur la concurrence afin de pouvoir optimiser le rapport coûts-efficacité. Trois fonds ont ainsi bénéficié d'un soutien non remboursable du Seco s'élevant au total à 4 millions de francs. L'un de ces fonds novateurs, le Meloy Fund, se concentre sur les investissements dans les petites et moyennes entreprises actives dans la pêche durable et la restauration des zones côtières en Indonésie et aux Philippines.

Sur la base des expériences réalisées avec «Seco 17», le Seco entend échelonner la procédure de dépôt de projets à travers la Swiss Impact Investment Initiative. D'ici la fin de l'année, de nouvelles initiatives novatrices prometteuses, mais encore risquées, seront soutenues sur concours par un financement de départ.

Le secteur privé joue un rôle crucial pour maîtriser les défis du développement, ce qui se reflète aussi dans la «Stratégie de coopéra-

tion internationale 2021–2024» de la Confédération. Il est impossible d'atteindre les ODD de l'ONU sans les capitaux, les innovations et le savoir-faire du secteur privé. La pandémie du coronavirus a dramatiquement aggravé la situation, des millions d'êtres humains risquant de retomber dans la pauvreté. Au vu de la croissance rapide de l'investissement à impact, le Seco considère qu'il est de son devoir de lancer des essais pilotes et d'octroyer des financements de départ en suivant les ODD de l'ONU (censés être mis en œuvre d'ici 2030) et l'Accord de Paris sur le climat.

Pour atteindre les 17 ODD, il faut que l'investissement à impact sorte de son statut confidentiel. La collaboration avec les investisseurs institutionnels comme les caisses de pension joue ici un rôle clé. En s'appuyant sur les atouts de sa place financière, la Suisse peut continuer à donner le ton en matière d'investissement à impact. C'est également le but de la nouvelle plateforme publique-privée Finance.swiss, avec laquelle la Suisse entend se positionner à l'échelle internationale en matière de finance durable et de technologie financière. Pour y parvenir, la Suisse doit progresser rapidement sur la voie de la numérisation. Cette évolution offre de nouvelles solutions dans les domaines les plus variés, y compris la mesure de l'efficacité des investissements à impact.



Liliana de Sá Kirchnopf

Cheffe du secteur Développement du secteur privé, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne